JOURNAL OFFICIEL**DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES ET DECISIONS

PARAISANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS ET ANNONCESLes demandes d'Abonnements et Annonces doivent être adressées au **SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**B.P. 263 - Conakry
(avec la mention Journal Officiel)

Les Annonces devront parvenir au plus tard le 1 et le 15 de chaque mois.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'ordre du **Secrétaire Général du Gouvernement** par :

- Virement bancaire au compte N° 32-30-98/ J.O. de la BCRG ou par chèque certifié

ABONNEMENTS

	1 an	Six mois
1 - Guinée	25.000 FG	15.000 FG
2 - Par Avion		
Afrique	50.000 FG	30.000 FG
Autres Pays	70.000 FG	40.000 FG

PRIX DU NUMEROPrix du Numéro 1.000 FG
Prix du Numéro Double 2.000 FG**PRIX DES ANNONCES ET AVIS**

La Ligne 3.000 FG

Chaque annonce répétée : moitié prix

SOMMAIRE

14 Avril. Décret n° 090/PRG/SGG/90 portant nomination d'Ambassadeur.

69

PARTIE OFFICIELLE

AVIS

69

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

DIRECTION NATIONALE DE L'AMENAGEMENT FONCIER

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général du Gouvernement

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT
GENERAL DU GOUVERNEMENT****ORDONNANCE****ORDONNANCE**

12 Avril. Ordonnance n° 018/PRG/SGG/90 portant érection en Etablissements publics de certaines institutions d'enseignement supérieur.

65

Ordonnance n° 018/PRG/SGG/90 du 12 avril 1990 portant érection en Etablissements publics de certaines institutions d'enseignement supérieur

Le Président de la République ;

DECRETS

11 Avril. Décret n° 082/PRG/SGG/90 portant confirmation du Directeur du Projet d'aménagement hydro-électrique de Garafiri.

66

11 Avril. Décret n° 083/PRG/SGG/90 portant reprise dans les rangs des Forces Armées Guinéennes (F.A.G.) du Lieutenant Mamadou Douy OULARE.

66

12 Avril. Décret n° 084/PRG/SGG/90 portant nomination d'un chef de Cabinet.

12 Avril. Décret n° 085/PRG/SGG/90 portant dérogation aux dispositions du décret n° 006/PRG/SGG/89 du 5 janvier 1989 relatif aux avantages et accessoires de soldes.

66

12 Avril. Décret n° 086/PRG/SGG/90 portant réglementation particulière en matière d'âge de mise à la retraite pour certains fonctionnaires enseignants.

66

12 Avril. Décret n° 087/PRG/SGG/90 portant création, composition de la Commission et critères de classement et de nomination aux nouveaux emplois de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

67

14 Avril. Décret n° 088/PRG/SGG/90 portant organisation des enseignements supérieurs en République de Guinée.

68

14 Avril. Décret n° 089/PRG/SGG/90 portant nomination de trente trois Directeurs préfectoraux de l'Economie et des Finances.

69

Article 1 : L'Ecole Normale Supérieure de Manéah, l'Institut des Mines et Géologie de Boké et l'Institut Agro-zooteknique "Valéry Giscard d'Estaing" de Faranah sont érigés en Etablissements publics à caractère scientifique, placés sous tutelle du Ministère ayant en charge l'enseignement supérieur.

Ils portent respectivement les noms de : Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Manéah, Institut Supérieur des Mines et Géologie de Boké, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire "Valéry Giscard d'Estaing" de Faranah.

Ils sont dénommés ci-après : " Instituts supérieurs".

Article 2 : Les Institut supérieurs sont dotés de la personnalité morale, d'un patrimoine propre et de l'autonomie administrative et de gestion de leurs moyens, conformément à la législation en vigueur en matière d'Etablissements publics.

Ils bénéficient également de l'autonomie administrative en ce qui concerne le respect de l'ordre public et l'organisation de la vie sociale et culturelle à l'intérieur de leurs campus respectifs.

Article 3 : L'organisation, les attributions, le mode de fonctionnement et de gestion des organes et services sont définis par décret pris en Conseil des Ministres et portant Statut de ces Instituts supérieurs.

Article 4 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance.

Article 5 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 12 avril 1990
Général Lansana CONTE

DECRETS

Décret n° 082/PRG/SGG/90 du 11 avril 1990 portant confirmation du Directeur du Projet d'aménagement hydroélectrique de Garafiri.

Le Président de la République :

Décrète :

Article 1 : Monsieur Alpha Oumar DIALLO, ingénieur principal de génie civil, classe unique, en service au Secrétariat d'Etat aux énergies, est confirmé dans les fonctions de Directeur du Projet d'aménagement hydroélectrique de Garafiri et de la Cellule chargée du suivi et de la promotion dudit projet.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 avril 1990
Général Lansana CONTE

Décret n° 083/PRG/SGG/90 du 11 avril 1990 portant reprise dans les rangs des Forces Armées Guinéennes (F.A.G.) du lieutenant Mamadou Douty OULARE.

Le Président de la République :

Décrète :

Article 1 : Les dispositions de l'article 1er du décret n° 123/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant mise à la retraite de certains militaires des Forces armées guinéennes sont rapportées en ce qui concerne le lieutenant Mamadou Douty OULARE, de la 3^e Région Militaire (3^e RM).

Article 2 : Le lieutenant Mamadou Douty OULARE est repris dans les rangs des Forces armées guinéennes avec le même grade.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 avril 1990
Général Lansana CONTE

Décret n° 084/PRG/SGG/90 du 12 avril 1990 portant nomination d'un chef de Cabinet.

Le Président de la République :

Décrète :

Article 1 : Monsieur Morlaye TOURE, magistrat, précédemment Chef de la section coopération industrielle au Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, est nommé chef de Cabinet au Ministère de l'agriculture et des ressources animales, en remplacement de Monsieur Abdoul Karim CAMARA mis à la disposition du Ministère de l'éducation nationale.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 12 avril 1990
Général Lansana CONTE

Décret n° 085/PRG/SGG/90 du 12 avril 1990 portant dérogation aux dispositions du décret n° 006/PRG/SGG/89 du 5 janvier 1989 relatif aux avantages et accessoires de soldes.

Le Président de la République :

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlement en vigueur au 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 048/PRG/59 du 8 octobre 1959 portant Statut général de la fonction publique, tel que modifié jusqu'à ce jour ;
Vu le décret n° 006/PRG/SGG/89 du 5 janvier 1989 fixant le régime des avantages et accessoires de soldes alloués au personnel civil de l'Etat ;

Décrète :

Article 1 : Par extension des dispositions de l'article 52 du décret n° 006/PRG/SGG/89 du 5 janvier 1989 sus-visé, les primes de craie, d'affectation, de blouse et de risque sont, à titre exceptionnel, exemptées d'impôts.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 12 avril 1990
Général Lansana CONTE

Décret n° 086/PRG/SGG/90 du 12 avril 1990 portant réglementation particulière en matière d'âge de mise à la retraite pour certains fonctionnaires enseignants.

Le Président de la République :

Sur proposition du Ministre de la Réforme Administrative et de la Fonction publique :

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlement en vigueur au 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 048/PRG/59 du 8 octobre 1959 portant Statut général de la fonction publique, tel que modifié jusqu'à ce jour ;
Vu l'ordonnance n° 017/PRG/SGG/87 du 23 février 1987 portant les principes généraux de la fonction publique ;
Vu le décret 204/PRG/72 du 31 juin 1972 relative à la mise à la retraite des fonctionnaires ;
Le Conseil des Ministres entendu.

Décrète :

Article 1 : Il est institué au bénéfice de certains fonctionnaires enseignants, désignés au deuxième article du présent décret, et par dérogation à l'article 2 du décret n° 204/PRG/72, un régime particulier d'âge de mise à la retraite.

Indépendamment de la durée des services effectués par ces fonctionnaires, l'âge limite de leur mise à la retraite peut être porté respectivement à soixante-cinq ans pour ceux d'entre eux appartenant à la hiérarchie A et à soixante pour ceux des hiérarchie B et C.

Article 2 : Les bénéficiaires du régime particulier d'âge de mise à la retraite sont exclusivement des fonctionnaires enseignants qui exercent effectivement des fonctions relatives à la mission spécifique de l'enseignement et de l'animation pédagogique.

Article 3 : La prorogation de l'âge limite de mise à la retraite peut être accordée :

- à la demande de fonctionnaire enseignant concerné ;
- à la demande de l'administration de l'enseignement et avec l'accord de l'enseignant concerné.

La prorogation est proposée par avis motivé du Ministre chargé de l'éducation nationale et effectuée par arrêté du Ministre chargé de la fonction publique.

La demande doit parvenir, dans tous les cas, au Ministre chargé de la fonction publique au moins six mois avant la date de la mise à la retraite réglementaire.

Article 4 : Les fonctionnaires enseignants peuvent, dans tous les cas, faire valoir leurs droits à la retraite dans les mêmes conditions que les autres fonctionnaires.

Pour toutes les autres questions concernant le régime de mise à la retraite, les fonctionnaires enseignants restent soumis aux dispositions du Statut général de la fonction publique.

Article 5 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 12 avril 1990
Général Lansana CONTE

Décret n° 087/PRG/SGG/90 du 12 avril 1990 portant création, composition de la Commission et critères de classement et de nomination aux nouveaux emplois de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlement en vigueur au 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 030/PRG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des services publics ;
Vu le décret n° 020/PRG/SGG/88 du 17 septembre 1988 portant structures du gouvernement, modifié par le décret n° 125/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 ;
Vu le décret n° 176/PRG/SGG/89 du 21 septembre 1989 régissant les emplois de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le statut spécifique de leurs titulaires ;

Décrète :

Article 1 : Il est créé, auprès du Ministère de l'éducation nationale chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, une Commission ad hoc appelée Commission de classement et de nomination aux emplois de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, dénommée ci-après "Commission".

Article 2 : La Commission est chargée de faire des propositions de classement et de nomination aux emplois définis dans les cadres organiques des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, des enseignants et chercheurs de l'administration centrale.

Article 3 : La Commission comprend :

- l'Inspecteur général de l'éducation, ou son représentant,
- le Directeur national de l'enseignement supérieur, ou son représentant ;
- le Directeur national de la recherche scientifique, ou son représentant ;
- un représentant du Ministère de la réforme administrative et de la fonction publique ;
- un représentant du Ministère de l'économie et des finances ;
- trois personnalités scientifiques de grande renommée ;
- les Recteurs d'université et les Directeurs généraux des Institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique concernés par l'ordre du jour de la Commission.

Article 4 : La Commission est assistée au niveau de chaque Institution d'enseignement supérieur et de recherche scientifique par une sous-commission technique constituée par le chef de l'institution et chargée d'examiner et de lui soumettre les dossier des candidats aux emplois définis dans les cadres organiques.

Article 5 : Le classement et la nomination des enseignants et chercheurs visés à l'article 2 se font sur la base :

- des critères qui donnent directement droit à l'accès à l'emploi sollicité ;
- des critères obligatoires pour accéder à l'emploi sollicité ;
- des critères d'appui (non obligatoires), qui favorisent l'accès ou donnent la priorité à l'accès pour départager différents candidats à un poste .

Article 6 : Les emplois d'assistant et de chargé de recherche reviennent de droit aux titulaires d'un Diplôme d'études approfondies (DEA) ou d'un diplôme équivalent.

Peuvent également accéder à ces emplois les détenteurs d'un Diplôme d'études supérieures (DES) ou d'un diplôme équivalent, ayant totalisé au moins trois ans de service actifs dans l'enseignement supérieur ou la recherche. Toutefois pour l'accès à ces emplois, la mention "Excellent" ou "Remarquable" à la soutenance du mémoire de fin d'études constitue un critère d'appui comme défini à l'article 5.

Article 7 : Les emplois de Maître-assistant et de chargé de recherche reviennent de droit aux détenteurs d'un Doctorat reconnu en République de Guinée.

Peuvent également accéder à ces emplois les détenteurs d'un Diplôme d'études supérieures ou équivalent ayant totalisé au moins dix ans de services actifs dans l'enseignement supérieur ou la recherche. De même que les détenteurs d'un Diplôme d'études approfondies ou équivalent ayant totalisé plus de cinq ans de services actifs dans l'enseignement supérieur ou la recherche.

Pour l'accès à ces emplois, la capacité de dispenser trois cours dans sa spécialité de formation, de conduire des travaux de recherche, et le fait d'avoir à son actif des publications et des communications, constituent des critères d'appui comme définis à l'article 5.

Article 8 : Les emplois de Maître de conférence et de Maître de recherche reviennent de droit aux détenteurs d'une Agrégation d'université.

Peuvent également accéder à ces emplois les détenteurs d'un Doctorat reconnu en République de Guinée ayant totalisé au moins sept ans de services actifs dans l'enseignement supérieur ou la recherche scientifique.

Pour l'accès à ces emplois la capacité de dispenser au moins quatre cours relevant de sa discipline de formation, de conduire ou de participer à des travaux de recherche et le fait d'avoir à son actif au moins deux publications dans une revue spécialisée, constituent des critères obligatoires comme définis à l'article 5.

Article 9 : Peuvent accéder aux emplois de Professeur ou Directeur de recherche des cadres de l'enseignement supérieur ou de la recherche scientifique remplissant les critères suivants :

- être titulaire d'un Agrégation d'université avec cinq ans au moins de service actifs dans l'enseignement supérieur ou être titulaire d'un Doctorat et totaliser dix ans, au moins d'expérience dans l'enseignement actif ou la recherche ;
- être en mesure de dispenser tous les cours de sa discipline ou être en mesure de conduire les programmes de recherche de sa spécialité ;
- avoir publié au moins un ouvrage de référence dans sa spécialité ;
- avoir publié, dans les revues spécialisées, cinq articles de recherche ;
- avoir dirigé un programme de recherche.

Article 10 : La Commission siège autour des dossiers de postulants aux différents emplois définis par les cadres organiques et arrête les propositions de nomination ou d'affectation auxdits emplois, à soumettre à l'approbation du Ministre de l'éducation nationale chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Article 11 : Les enseignants et chercheurs qui auront bénéficié des présentes dispositions pour leur classement et nomination aux emplois définis par le décret 176/PRG/SGG/89 sus-visé, sont soumis aux conditions prévues par les textes en vigueur pour leur évolution dans la carrière.

Article 12 : Le Ministère de l'éducation nationale chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le Ministre de la réforme administrative et de la fonction publique, le Ministre de l'économie et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 12 avril 1990
Général Lansana CONTE

Décret n° 088/PRG/SGG/90 du 14 avril 1990 portant organisation des enseignements supérieurs en République de Guinée.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlement en vigueur au 3 avril 1984 ;
 Vu l'ordonnance n° 030/PRG/88 du 15 juin 1988 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des services publics ;
 Vu la déclaration de politique éducative en date du 12 septembre 1984 ;
 Vu l'ordonnance n° 061/PRG/SGG/89 du 27 septembre 1989, portant création des Universités de Conakry et de Kankan ;
 Vu l'ordonnance n° 018/PRG/SGG/90 du 12 avril 1990 portant création des établissements publics et certaines Institutions de l'enseignement supérieur ;

Décète :

Article 1 : Les enseignements supérieurs en République de Guinée sont assurés par :

- L'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry ,
- L'Université Julius N'Yéré de Kankan ,
- L'Institut supérieur des sciences de l'éducation, (ex-Ecole Normale supérieure)
- L'Institut supérieur des Mines et Géologie de Boké ,
- L'Institut supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah.

Article 2 : Les Universités de Conakry et de Kankan ont essentiellement pour vocation la formation générale et approfondie, la recherche fondamentale. A ce titre, elle ont charge de générer le savoir, de le conserver et de le diffuser.

Article 3 : L'Institut Supérieur des Sciences de l'Education, l'Institut Supérieur des Mines de Boké et l'Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah sont des Etablissements d'enseignement supérieur non universitaires ayant essentiellement pour vocation la formation professionnelle et la recherche appliquée. A ce titre, ils ont charge de diffuser le savoir scientifique et technologique et de l'appliquer à la résolution des problèmes socio-économiques du pays.

Article 4 : L'organisation et les conditions d'admission à ces établissements dépendent de leur nature et des finalités de formations y assurées.

Article 5 : Ces établissements développent en principe des formations scientifiques et techniques à profil large. Ils peuvent également créer :

- a) des filières courtes répondant à des besoins du marché de l'emploi, notamment dans les Instituts techniques ;
- b) des structures de formation en cours d'emploi.

Article 6 : Les enseignements supérieurs, sont structurés en trois cycles :

- un premier cycle de deux ans assure la formation scientifique et technique de base dans tous les établissements d'enseignement supérieur à l'exception de l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education ;
- un deuxième cycle d'une durée variable selon les filières. Il prépare : - à la licence et à la maîtrise dans les facultés des sciences, des lettres et sciences humaines, de droit, sciences économiques et de gestion et des sciences sociales ;
- au diplôme d'Ingénieur dans les instituts techniques ;
- au doctorat en médecine ou en pharmacie dans les filières de formation médicale ou pharmaceutique ;
- un troisième cycle qui mène à des diplômes post-universitaires .

Des passerelles peuvent être aménagées entre les paliers de formation des différents types d'Etablissement d'enseignement supérieur.

Article 7 : L'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry est composé des Facultés ci-après :

- Faculté des droit, de sciences économiques et de gestion ;

- Faculté des lettres et sciences humaines ;
- Faculté des sciences ;
- Institut polytechnique ;
- Faculté de médecine et de pharmacie.

Article 8 : L'Université Julius N'Yéré de Kankan comprend une Faculté des sciences de la nature et une Faculté des lettres et sciences humaines.

Article 9 : L'Institut Supérieur des Sciences de l'Education se compose des départements ci-après :

- Département "Formation des professeurs de collège et de lycée" ;
- Département "Formation des inspecteurs, conseillers pédagogiques et professeurs des ENI" ;
- Département "Formation des administrateurs et planificateurs de l'éducation" ;
- Département "Formation continue".

Article 10 : L'Institut supérieur des Mines et Géologie de Boké est constitué par les départements ci-après :

- Département du premier cycle ;
- Département des "Services géologiques" ;
- Département des "Services des mines" .

Article 11 : L'Institut supérieur Agronomique et Vétérinaire "Valéry Giscard d'Estaing" de Faranah comprend les départements suivants :

- Département du premier cycle ;
- Département " Agriculture" ;
- Département " Génie rural" ;
- Département " Eaux et forêts" ;
- Département "Elevage" .

Article 12 : D'autres établissements d'enseignement supérieur et filières de formation peuvent être créés ultérieurement en fonction de l'évolution des besoins et des moyens.

Article 13 : Le présent décret, qui prend effet à partir de la date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 14 avril 1990
 Général Lansana CONTE

Décret n° 089/PRG/SGG/90 du 14 avril 1990 portant nomination de trente trois Directeurs préfectoraux de l'Economie et des finances.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlement en vigueur au 3 avril 1984 ;
 Vu l'ordonnance n° 048/PRG/59 du 8 octobre 1959 portant Statut général de la fonction publique, tel que modifié jusqu'à ce jour ;
 Vu l'ordonnance n° 017/PRG/SGG/87 du 23 février 1987 portant les principes généraux de la fonction publique ;
 Vu le décret n° 20/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du gouvernement de la République de Guinée modifié par le décret n° 125/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 ;
 Vu le décret n° 126/PRG/SGG/89 du 30 juin 1989 portant nomination des membres du gouvernement ;
 Vu le décret n° 067/PRG/SGG/89 du 23 mars 1989 portant attributions et organisation de la Direction préfectorale de l'économie et des finances.

Décète :

Article 1 : Sont nommés dans les fonctions de Directeurs préfectoraux de l'économie et des finances, les cadres ci-après :

N° d'ordre, Prénoms et Noms , H. , N° Rec. ,Préfecture :

1. Mamadou SYLLA , A, 035 694 , Kindia,
2. Abdourahamane BAH, A, 136 114 ,Coyah
3. Alimatou DJIRE, A, 135 202, Dubréka
4. Lamine BARRY, A, 134 700, Forécariah
5. Ibrahima Sory DIALLO, A, 088 809, Télimélé

- 6, Aboubacar Morthon SOUMAH , A, 088 759, Fria
- 7, Ahmadou BARRY, A, 136 079, Boffa
- 8, Mohamed Fofana, A, 088 789, Boké
- 8, Lansana DANSOKO, A, 088 937, Labé
- 10, Lamine Dansy CAMARA, A, 088 797, Mamou
- 11, Mamoudou BARRY, A, 088 808, Dalaba
- 12, Mohamed Salifou CAMARA, 088 810, Pita
- 13, Mamadou Sadio DIALLO, A, 088 965, Tougué
- 14, Sayon Tady OULARE, A, 075 765, Lélouma
- 15, Moustapha BARRY, A, 007 982, Koubia
- 16, Eugène Saa MARA, A, 011 903, Mali
- 17, Ibrahima BAH, A, 033 466, Koundara
- 18, Boubacar, Biro DIALLO, A, 088 846, Gaoual
- 19, Mamadou BARRY, A, 088 815, Kankan
- 20, Saliou Baïlo DIALLO, A, 088 897, Faranah
- 21, Arbara KEITA, A, 073 095, Dabola
- 22, Diawandou DIALLO, A, 083 358, Dinguiraye
- 23, Oscar Sogbè CAMARA, A, 088 902, Siguiré
- 24, Dianoua DIALLO, A, 088 936, Mandiana
- 25, Mohamed COUMBASSA, A, 088 889, Kérouané
- 26, Abdoulaye CAMARA, A, 041 189, Kouroussa
- 27, Alphonse Barth. BANGOURA, A, 088 879, N'Zérékore
- 28, Djibril DIARRA, 088 942, A, Kissidougou
- 29, Ibrihima Sory KEITA, A, 136 040, Guéckédou
- 30, Karifa DIAWARA, A, 088 962, Macenta
- 31, Daouda Boundiala CONDE, A, 082 412, Beyla
- 32, Mohamed SYLLA, A, 088 773, Lola
- 33, Cécé Charles CAMARA, A, 034 412, Yomou.

- redevance domaniale annuelle à charge d'UGAR: 491.050 fg
revisable après l'échéance de la 3^e Année.

Le bail est exonéré du droit de timbre, d'enregistrement et de publicité foncière. Il sera inscrit au registre foncier et domanial.

Pour Extrait et mention,
Le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 14 avril 1990
Général Lansana CONTE

Décret n° 090/PRG/SGG/90 du 14 avril 1990 portant nomination d'Ambassadeur

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : Monsieur Mamadou Bobo CAMARA, précédemment Ambassadeur de Guinée à Addis-Abeba (Ethiopie), est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée à Bruxelles, poste vacant.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à partir de la date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 14 avril 1990
Général Lansana CONTE

MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

DIRECTION NATIONALE DE L'AMENAGEMENT FONCIER

AVIS.

Par contrat sous seing privé en date à Conakry du 08 Août 1989, enregistré en la même ville le même jour sous référence fiscale n° 0011784, l'Etat guinéen représenté par le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, dûment habilité en vertu de l'ordonnance N° 321/85 du 22 décembre 1985, a concédé bail emphytéotique à l'Union Guinéenne d'Assurances et de Réassurances UGAR, société anonyme de droit guinéen dont le siège social est à Conakry I, bénéficiaire d'une Convention d'Etablissement ratifiée et promulguée par décret n° 050/88 du 17 octobre 1988, représentée par son Directeur général, dûment habilité, un terrain formant les parcelles n° 7, 8, 16 et 17 du lot 24 de Conakry TF 297, TF 312 et TF 382 de Conakry I, d'une superficie totale de 1.403 m² selon les conditions et charges suivantes :

- durée de bail emphytéotique : 30 années à compter de la date de signature du contrat, renouvelable ;
- résiliation de plein droit, en cas de non renouvellement de la convention d'UGAR ou pour cause d'utilité publique ;
- obligation de mise en valeur du terrain dans le délai maximum de 3 années, à peine de résiliation du bail ;

Imprimé en République de Guinée par S.I.P
Tél. : 44-34-07 Quartier Manquepas